



Mobilisés pour l'emploi, les salaires et les conditions de travail

Lors du Sommet social qui s'est tenu le 15 février, les organisations syndicales ont exprimé au Président de la République leur profonde inquiétude sur l'emploi, le pouvoir d'achat et les retraites. La dégradation des conditions de travail et de l'emploi touche tous les salariés du privé comme du public. Dans les banques aussi, la crise a considérablement dégradé la situation de l'emploi et des conditions de travail.

Moins d'effectifs

Plans sociaux, restructurations, plans d'économie... , dès le début de la crise financière, les effets s'en sont fait sentir sur l'emploi dans les banques : il baisse de 2% dans l'ensemble de la profession en 2008. Une baisse qui s'accélère en 2009 et atteint 3% à l'AFB en 2009 (les chiffres des groupes mutualistes ne sont pas encore connus). Premières victimes : les jeunes, dont les embauches diminuent, et les seniors, découragés et incités à accepter des départs anticipés.

Plus de stress

Cette baisse de l'emploi dans les banques a des conséquences immédiates sur les conditions de travail. Déjà tendues avant la crise, les conditions de travail se sont encore dégradées sous l'effet conjugué des réductions d'effectifs, de la charge de travail, des réorganisations, des tensions accrues avec la clientèle, de l'inquiétude sur l'avenir de certaines entreprises du secteur. Tous les métiers sont concernés : le réseau, sous une pression commerciale croissante, les back-office et métiers support qui doivent faire toujours plus avec moins de moyens, et les BFI en réorganisations. Toutes les catégories sont touchées : les techniciens, comme les cadres. Le baromètre de l'APEC alerte : les cadres des banques et assurances sont plus inquiets et insatisfaits que dans les autres professions.

Peu d'augmentations générales

Pour en rajouter à l'incompréhension des salariés vis-à-vis de leurs dirigeants, les politiques salariales des banques se sont durcies : moins d'augmentations générales, plus d'individualisation, des inégalités hommes-femmes importantes et qui perdurent, le refus de la transparence sur les rémunérations variables, et toujours des dérives sur les bonus de quelques-uns.

Les organisations syndicales réaffirment que la sortie de crise passe par des mesures en faveur de l'emploi et des salaires, une fiscalité plus juste et des politiques publiques en faveur d'une relance économique respectueuse des impératifs écologiques. Elles invitent les salariés à se mobiliser sur ces objectifs.

Avec les salariés des autres professions du public et du privé les salariés des banques et sociétés financières doivent participer nombreux aux manifestations organisées à Paris et dans les régions le 23 mars.